

La menace sécuritaire grandit au Pakistan

Le pays est sous le choc après l'attentat qui s'est produit dans une mosquée au sein du quartier général de la police de Peshawar, entraînant la mort d'au moins 100 personnes et faisant au moins 221 blessés.

Alors que les secours sont toujours à l'œuvre, les autorités dénoncent un attentat ciblé.

Au lendemain de l'une des attaques les plus meurtrières qu'ait connues le Pakistan ces derniers mois, les secouristes venus de tout le pays continuent à rechercher d'éventuels survivants. L'explosion survenue le lundi 30 janvier dans une mosquée de Peshawar (nord-ouest du pays), a soufflé une partie du toit et entraîné l'effondrement d'un pan de mur, provoquant la mort d'au moins 100 personnes et faisant au moins 221 blessés, selon un bilan encore provisoire.

Des dizaines de policiers ont déjà été enterrés dans des cérémonies avec garde d'honneur, leurs cercueils alignés et ceints du drapeau pakistanais. La capitale et le reste du pays, notamment à la frontière avec l'Afghanistan, ont dans le même temps été placés dans un état d'alerte



accru après l'attaque. Cet attentat, qui confirme la dégradation rapide de la situation sécuritaire au Pakistan, n'a pas été revendiqué officiellement. Sans attendre, les autorités ont toutefois pointé la responsabilité du mouvement des talibans du Pakistan, le Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP). Une accusation démentie par ce mouvement proche des talibans afghans.

Mais la police évoque également une possible implication de l'État islamique, dont une branche est active au Pakistan, voire une action coordonnée entre plusieurs groupes armés. C'est cette branche qui avait revendiqué, en mars 2022, un attentat meurtrier (62 morts) dans une mosquée chiite de Peshawar. Dans le passé, plusieurs attentats contre des mosquées n'ont pas été reven-

diqués, probablement en raison du caractère sacré des lieux visés.

« Nous sommes sur la ligne de front dans ce combat contre les mouvements islamistes armés, c'est pourquoi nous avons été visés », a déclaré le chef de la police de Peshawar. Les attaques ciblant des forces de sécurité se sont multipliées dans la région, notamment depuis le retour au pouvoir des talibans à Kaboul à l'été 2021.

Les talibans du Pakistan, qui regroupent des militants tribaux d'obédience islamiste, ont renforcé leur ancrage territorial dans le nord-ouest depuis des négociations ratées en novembre dernier entre Islamabad et Kaboul, le régime afghan étant soupçonné de sou-

Les attaques ciblant des forces de sécurité se sont multipliées dans la région, notamment depuis le retour au pouvoir des talibans à Kaboul à l'été 2021.

tenir en sous-main le mouvement pakistanais. Depuis sa création en 2007, le TTP a tué des dizaines de milliers de civils pakistanais et membres des forces de sécurité, avant d'être chassé des zones tribales par une opération militaire lancée par l'armée en 2014.

La mosquée où a eu lieu l'attentat est située dans l'enceinte du quartier général de la police pakistanaise, un complexe hautement sécurisé qui comprend également une unité antiterroriste et les services de sécurité et de renseignement. Entre 300 et 400 policiers s'étaient rassemblés, en ce début de semaine, pour la prière de l'après-midi.

La police a confirmé qu'il s'agissait bien d'un attentat-suicide, précisant que le kamikaze, qui portait sur lui entre 10 à 12 kg d'explosifs, avait probablement reçu de l'aide de personnes à l'intérieur du périmètre, pour franchir plusieurs barrières de sécurité et pénétrer dans ce que la police appelle la « zone rouge ».

Cet attentat a eu lieu dans un contexte politico-économique particulièrement lourd. L'ancien premier ministre Imran Khan, limogé en avril dernier, réclame l'avancée des élections législatives qui doivent se tenir en octobre 2023. Les catastrophes climatiques se sont enchaînées en 2022, alourdissant la dette du pays. Ce mardi 31 janvier, une délégation du Fonds monétaire international (FMI) était à Islamabad pour examiner le déblocage d'une aide financière devenue vitale pour le Pakistan.

Sophie Alary

essentiel

Ukraine — Des tanks et des canons Caesar pour Kiev

L'Ukraine va recevoir « entre 120 et 140 » chars lourds occidentaux, a affirmé mardi 31 janvier le ministre ukrainien des affaires étrangères, Dmytro Kouleba, quelques jours après le feu vert des Occidentaux à de telles livraisons et à la suite de longues tergiversations. La France va fournir à l'Ukraine en guerre contre la Russie 12 canons Caesar de 155 mm supplémentaires, en plus des 18 pièces déjà livrées, a annoncé mardi le ministre français des armées Sébastien Lecornu.

Proche-Orient À Jérusalem et à Ramallah, l'appel au calme d'Antony Blinken

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a pressé Israéliens et Palestiniens à la désescalade, sur fond d'une nouvelle spirale de violences meurtrières. « Nous exhortons maintenant toutes les parties à prendre des mesures urgentes pour un retour au calme », a-t-il déclaré lundi 30 janvier à Jérusalem, lors d'une conférence de presse aux côtés du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Le lendemain lors d'une rencontre avec le président palestinien Mahmoud Abbas à Ramallah, en Cisjordanie occupée, Antony Blinken a exprimé sa « tristesse » après la mort de « Palestiniens innocents ».

Portugal — Le projet de loi sur l'euthanasie reculé une deuxième fois

La Cour constitutionnelle portugaise a rejeté pour la deuxième fois, lundi 30 janvier, une loi autorisant l'euthanasie, pointant une « intolérable imprécision » dans sa rédaction. Le texte a été renvoyé au Parlement qui tente de légiférer depuis bientôt trois ans. Les juges du tribunal ont conclu que le texte échouait à définir clairement la « souffrance de grande intensité » pouvant ouvrir la voie à une « mort médicalement assistée ».

sur la-croix.com
Scolarité mondiale et Covid-19 : un trimestre de retard jamais rattrapé

En Turquie, la consommation d'antidépresseurs en forte hausse

La crise économique et la dégradation du climat politique pèsent sur le moral de la population.

La consommation d'antidépresseurs a augmenté de plus de 70% en onze ans, et les spécialistes estiment que ces chiffres sont sous-évalués.

Istanbul (Turquie)
De notre correspondante

« J'avais l'impression que ma vie entière m'échappait... que je n'arriverai jamais à m'en sortir », se souvient Alâra, 53 ans, ancienne danseuse de ballet. Le regard lointain, le souffle court, elle fouille dans sa mémoire et tente un récit de ces années infernales qui sont désormais derrière elle. « Je suis allée consulter la docteur Kılıç. Elle m'a d'abord mise sous antidépresseurs. J'ai testé des marques différentes pour trouver celui qui me conviendrait. En une

quinzaine de jours, j'allais déjà beaucoup mieux », poursuit-elle. Alâra a ensuite suivi une thérapie de plusieurs mois. Depuis, cette femme a fait de cet épisode noir une source d'apprentissage. Elle tient désormais un centre de soins dans l'arrondissement conservateur d'Üsküdar, où elle

Pour la psychiatre Emine Kılıç, cette augmentation s'explique par une meilleure prise en compte du malaise psychologique par le système de santé.

aide ses patients à reprendre contact avec leur corps et dépasser leur mal-être, par l'hypnose et la pratique physique.

Prozac, Lustral, Xanax... Les antidépresseurs sont largement utilisés en Turquie. Dans un lycée favorisé du centre d'Istanbul, 40% des élèves de l'école se déclaraient ainsi dépres-

sifs lors d'une enquête en 2021-2022. D'après les données de l'Association de psychiatrie de Turquie, le nombre de boîtes d'antidépresseurs écoullées était de 60 millions en 2021, contre 14 millions en 2003. Ces chiffres corroborent l'augmentation notée par le ministère de la santé, qui note une hausse de 70% entre 2009 et 2020. Le nombre de patients ayant recours à des antidépresseurs est passé de 29% en 2009 à 49% en 2020.

Les professeurs Burhanettin Kaya et Halis Ulas, de l'Association de psychiatrie, notent : « Le chômage, la peur de perdre leur emploi, le surmenage et le stress au travail, notamment l'incertitude quant à l'avenir, l'exposition à des traumatismes directs ou indirects... Les patients éprouvent des difficultés et cherchent de l'aide. »

Dans leur pratique au quotidien, psychiatres et pharmaciens dressent le même constat : « Un patient sur quatre qui entre dans

ma pharmacie vient chercher des antidépresseurs », assure Ayfer Çakmak, qui travaille dans l'arrondissement d'Atasehir. Pour la psychiatre Emine Kılıç, cette augmentation s'explique aussi par une meilleure prise en compte du malaise psychologique par le système de santé, mais également par un recours répété aux médicaments, au détriment de thérapies souvent longues et trop coûteuses pour les patients.

Pour nombre de praticiens, les chiffres officiels sont sous-estimés car, bien que la législation impose la présentation d'une ordonnance, les contrôles sont souvent aléatoires. La vente d'antidépresseurs est plus permissive dans les faits, notamment sur présentation de vieilles ordonnances. Et l'engorgement des hôpitaux publics empêche les patients d'obtenir des rendez-vous rapidement, précise la pharmacienne Ayfer Çakmak.

Cécile Pierre-Magnani